

La police camerounaise traque depuis bientôt un mois Albert Dzungang. Il est accusé d'avoir pris part à une marche interdite le mardi 22 septembre.

En effet, Albert Dzungang est introuvable depuis bientôt un mois. Mais, aucun doute, l'allié politique et conseiller stratégique de l'opposant Maurice Kamto se cache pour échapper aux forces de l'ordre. Il craint le même sort réservé à Bibou Nissack, porte-parole de Maurice Kamto et Alain Fogué, trésorier national du MRC, tous deux détenus dans des cellules à sécurité renforcée du Secrétariat d'Etat à la Défense (SED).

Réduit à vivre en clandestinité, l'ancien député est traqué pour avoir pris part à la marche aux côtés des autres manifestants à Douala. Cette marche interdite par les autorités, avait été lancée par Maurice Kamto, à l'effet de réclamer entre autres, le départ de Paul Biya du pouvoir.

Depuis sa cachette, le virulent opposant a fait signe de vie. Il a notamment répondu à ceux qui l'annonçaient déjà hors du pays. « **Bonjour à tous les combattants, bonjour au peuple de la liberté. Je suis votre frère Albert Ndzongang. J'ai eu beaucoup de blessures le 22 (septembre 2020). Etant recherché, je me suis replié pour préparer les prochains événements. Restez mobilisés. Je suis au Cameroun et je ne peux pas quitter le pays tant que notre président élu est encerclé et tant que nos frères sont en prison... Je ne me livre pas à eux parce que ça m'empêcherai de préparer la suite ; je ne suis pas physiquement prêt pour les affronter maintenant mais soyez rassurés, je suis là. Je serai là et je serai toujours là avec vous jusqu'à ce que notre pays soit libéré. Jusqu'à ce qu'il ait la prospérité pour tous et avec tous les Camerounais** », a déclaré dans une bande audio l'homme politique.

Rappelons que c'est une véritable chasse à l'homme depuis les événements du 22 septembre 2020. Maurice Kamto est toujours séquestré à son domicile, où un dispositif sécuritaire montre y est déployé.

Les experts des droits de l'Homme des Nations Unis ont formellement demandé à Yaoundé la libération de l'opposant Maurice Kamto, ainsi que de tous ceux arrêtés lors des manifestations du 22 septembre. Ils ont également exigé de cesser l'intimidation à l'encontre des militants politiques.

En réaction, le gouvernement a rappelé aux experts de l'ONU que nul n'est au dessus des lois et que tous les citoyens doivent répondre de leurs actes devant la loi.